



Les lobbyistes derrière les «fichiers» de Monsanto

Par [Olivier Petitjean](#)

Mondialisation.ca, 25 mai 2019

[Observatoire des multinationales](#) 15
décembre 2018

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#),
[Environnement](#), [Transnationales](#)

Monsanto a procédé au « fichage » de journalistes, d'experts et de militants associatifs en 2016, alors que la France et l'Europe débattaient de la réautorisation du glyphosate. Des documents révélés par *Le Monde* et « L'oeil du 20 heures » de France 2 mettent une nouvelle fois en lumière les stratégies d'influence douteuses du géant américain de l'agrochimie, racheté depuis par Bayer, ainsi que le rôle trouble de son cabinet de lobbying attitré, Fleishman-Hillard, et de Publicis.

Les pratiques de lobbying de Monsanto font une nouvelle fois scandale. Une fuite de documents a révélé le fichage, par les lobbyistes de la firme américaine, de dizaines d'hommes et femmes politiques, de scientifiques, de militants associatifs et de journalistes francophones. Un immense tableau portant le logo de la firme de lobbying Fleishman-Hillard classe plus de 200 personnalités françaises et belges selon leur influence et leur degré de sympathie vis-à-vis de Monsanto et de ses produits phares : OGM et pesticides. Un autre identifie quelques dizaines de cibles prioritaires, certaines « à surveiller » ou « à isoler », d'autres « à éduquer » ou à « recruter », par exemple des journalistes auxquels envoyer des argumentaires cousus main ou à inviter à des conférences. (Voir pour plus de détails les articles de « L'oeil du 20 heures » [ici](#) et du *Monde* [là](#).)

Des notes en marge de ces documents donnent une image encore plus crue des stratégies d'influence mises en œuvre par Monsanto et ses lobbyistes, comme la mention « *Ont-elles des loisirs (Golf, tennis, chasse) ?* » au sujet de certains alliés potentiels. Ces tableaux datent de 2016, au moment où la France et l'Europe débattaient de la réautorisation du glyphosate, principe actif de l'herbicide Roundup. Le glyphosate, classé comme « cancérogène probable » par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), verra finalement son autorisation renouvelée fin 2017 pour 5 ans au lieu de 15, après une épique bataille de lobbying.

Quand lobbying rime avec illégalité

Un autre document, une « cartographie des parties prenantes », porte quant à lui le logo de Publicis. Le groupe français, coté au CAC40, propose également, au-delà de son cœur de métier publicitaire, des services de lobbying et de relations publiques au profit de grandes entreprises ou de gouvernements étrangers (lire [notre article](#) sur ses relations privilégiées avec l'Arabie saoudite). Fleishman-Hillard semble lui avoir délégué une partie de son travail de repérage, et notamment, selon *Le Monde*, la récole « *du renseignement et des informations au niveau politique qui ne sont PAS dans le domaine public* ».

Plusieurs des personnes et institutions ainsi fichées par les lobbyistes de Monsanto, dont *Le Monde* et des politiques comme José Bové et Corinne Lepage, ont annoncé leur intention de porter plainte contre X. La collecte et l'archivage de données personnelles, y compris les « *opinions politiques et philosophiques* », sont en effet illégales si le consentement des individus concernés n'a pas été sollicité. Plusieurs lobbyistes interrogés dans les médias suite à ces révélations [1] se sont empressés de déclarer que ce genre de pratiques faisait partie intégrante de leur métier et qu'ils avaient des fichiers « *plein [leurs] ordinateurs* ». En l'occurrence, un des fichiers de Fleishman-Hillard comporte même des adresses et des numéros de téléphone, dont certains en liste rouge.

Le géant allemand de la chimie Bayer, qui a racheté Monsanto pour 56 milliards d'euros en 2018, a présenté ses excuses, tout en précisant n'avoir aucun élément prouvant qu'il s'agissait de pratiques illégales. Il a admis que des fichiers similaires pouvaient exister pour d'autres pays européens, puisque la stratégie d'influence de Monsanto en Europe était de fait pilotée depuis Bruxelles. Bayer a aussi [annoncé](#) « suspendre » son contrat avec Fleishman-Hillard. C'est un déboire de plus pour le groupe allemand, dont le cours en bourse s'effondre depuis le rachat de Monsanto. Bayer vient de [subir un camouflet](#) lors de son Assemblée générale annuelle, où ses actionnaires ont désapprouvé la stratégie de la direction à 55%, et voit s'enchaîner les condamnations devant les tribunaux. Monsanto vient juste d'être à nouveau condamnée à verser une compensation de 1,8 milliard d'euros à un couple californien atteint d'un cancer.

Le champion des produits toxiques

Qui est Fleishman-Hillard ? Peu connu du grand public, c'est l'un des principaux cabinets de lobbying et de relations publiques au monde. Basé à Saint Louis, dans le Missouri, comme Monsanto, il travaille pour la firme agrochimique depuis au moins les années 1980. C'est la plus grosse firme de lobbying à Bruxelles, avec un budget déclaré de 7 millions d'euros en 2018, et 59 lobbyistes accrédités. Monsanto [y figure parmi ses plus gros clients](#), aux côtés du Cefic, lobby européen de la chimie (notamment de son groupe de travail sur la défense du dioxyde de titane) et de PlasticsEurope, lobby européen du plastique, sur le bisphénol A. Autant dire que défendre les substances controversées et nocives pour la santé contre toute tentative d'interdiction est un peu une spécialité de Fleishman-Hillard. Son autre secteur de prédilection est la finance. Le cabinet compte aussi parmi ses clients tout le gratin bancaire mondial, et notamment américain. Suite au scandale des LuxLeaks, il avait proposé des ateliers de formation à ses clients comme BNP Paribas qui devaient témoigner devant une commission d'enquête du Parlement européen.

La « suspension » de Fleishman-Hillard par Bayer va-t-elle marquer un changement de stratégie ? Pas sûr, dès lors que Monsanto a recours depuis longtemps aux services d'autres cabinets de lobbying et de relations publiques, comme Edelman, Interel, Hume Brophy ou encore Red Flag à Bruxelles [2]. En France, outre Publicis, c'est le cabinet Boury Tallon qui est traditionnellement le principal prestataire de Monsanto, ce que confirment les données du [registre français du lobbying](#). Registre où l'on ne trouve pas, en revanche, la trace de Fleishman-Hillard.

Olivier Petitjean

Photo : Karen Eliot CC via Wikimedia Commons

Notes

[1] Voir par exemple [ici](#), [ici](#) et [là](#).

[2] Selon les données du registre de transparence rendues disponibles par le site [Lobbyfacts.eu](#).

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)
Copyright © [Olivier Petitjean](#), [Observatoire des multinationales](#), 2019

Articles Par : [Olivier
Petitjean](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca